

Histoire de la Compagnie des Mines de La Grand-Combe (Gard)

Pierre-Christian Guiollard -

Conférence présentée à l'occasion de la fête de Sainte-Barbe à La Grand-Combe en décembre 2006

Sources de documentation

- *Georges Livet, Le terrain houiller du Gard, 1938*
- *Georges Livet, La Grand-Combe à travers les âges, 1948*
- *Compagnie des Mines de la Grand-Combe, 1836 – 1936*
- *Fabrice Sugier, Mineurs des Cévennes, 1993*
- *Marc Cellier, Saint-Jean de Valériscle, 1993*
- *Centre-Midi Magasine*
- *Mineurs de France*
- *Revue de l'Industrie Minérale*
- *Les Annales des Mines*
- *Photos et cartes postales anciennes : © et collection de l'auteur*

Le bassin houiller des Cévennes couvre une superficie d'environ 220 km², il se divise en deux branches :

- La branche Est, longue d'une trentaine de kilomètres va de Brahic à Alès, pour une largeur maximale de 5 km, ce sont les gisements de Bessèges, Gagnières, Molières, Saint-Jean de Valériscle, Saint-Martin et Alès.
- La branche Ouest longue de 8 km du nord au sud et 4 km d'Est en Ouest forme le bassin de la Grand-Combe.

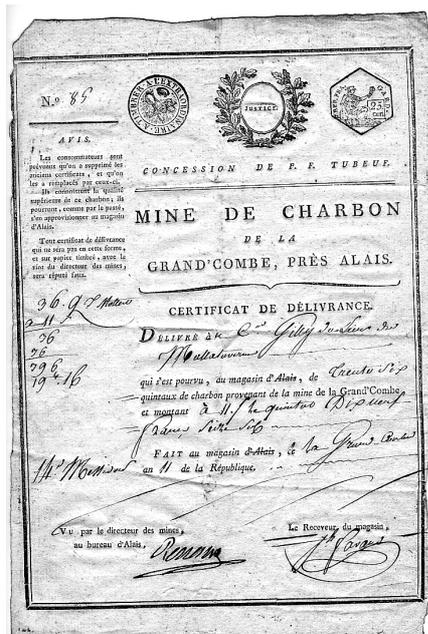
Histoire

Le document le plus ancien semble faire remonter les débuts de l'exploitation charbonnière en Cévennes au 13^e siècle. En effet, en 1230, un document de Bernard de Soucanton, abbé de Cendras atteste de du versement de rentes liées à l'exploitation du charbon de terre exploités dans les terrains du monastère. Ces exploitations se situaient dans la colline de Montaut, non loin de ce qui deviendra plus tard la mine de Rochebelle.

L'exploitation se faisait vraisemblablement sur les affleurements, par tranchées, galeries peu profondes et par petit puits appelés baumes. A cette époque aucune législation ne règlementait l'exploitation. Cette situation dura jusqu'au XVIII^e siècle.

En 1698, Louis XIV promulgue un arrêté qui sera complété par un second en 1744 et qui déclare l'exploitation des mines de droits régaliens, et soumise à autorisation royale. Il n'en fut rien et les petits propriétaires continuèrent à exploiter leurs mines sans autorisation. En 1760, près de 80 exploitations étaient en activité dans la région d'Alès.

Fort des nouvelles lois, intervient alors un exploitant normand, François de Tubeuf, qui obtint par arrêtés royaux le privilège d'exploiter les mines aux environs, d'Alès, Saint-Ambroix et Barjac, Villefort, Aubenas,... monopolisant ainsi tous les gisements du bassin cévenol et au-delà.



Il s'attache toutefois à développer l'exploitation de Rochebelle où le charbon est abondant et de bonne qualité. Il perfectionne les méthodes d'exploitation par l'introduction du roulage par « chien de mines », petits wagonnets en bois, par l'usage de treuils...

Il tira ainsi d'abondants profits, excitant la convoitise des propriétaires du sol soutenus par le duc de Castries (seigneur d'Alès et ministre d'Etat), malgré cette opposition, Pierre François de Tubeuf fut maintenu dans ses droits jusqu'en 1784 date à laquelle il se voit dépossédé d'une partie de ses mines.

La querelle dégénéra vite en lutte armée et la chronique d'alors rapporte qu'un sanglant combat eut lieu au château de Trouillas où Tubeuf y perdit un œil.

Finalement un arrêté du 29 décembre 1786 abolissait le privilège dont jouissait de Tubeuf, provoquant le démembrement de sa concession au profit d'une

multitude de petits propriétaires. Ruiné de Tubeuf s'exila en Amérique avec un de ses fils où il fut tué par les indiens en 1794.

Les mines de la Grand-Combe

Une douzaine de propriétaires se partageaient les gisements de ce qui allait devenir la concession de la Grand-Combe :

- Trouillas et la Grand-Combe au Duc de Castries
- Trescol et Pluzor à Puech et Goirand
- L'Affenadou à Stanislas Serre
- La Levade et la Trouche à Mejean
- St Jean de Valérisclé à Gilly père et fils
- Champclauson à Barrot, Fabre, Guiraudet, Deleuze et Gardies.

Les difficultés d'exploitation et de transports qui se faisaient par charrettes et à dos d'âne sur des chemins délabrés constituaient une entrave au développement de cette industrie naissante. Entre 1818 et 1826, ces difficultés conduisirent à des cessions qui réduisirent à trois le groupe de personnes exploitantes et qui finirent par se rassembler en une seule société, la Société Civile des Houillères de la Grand-Combe, Pluzor et autres concessions réunies.

Au même moment, le Maréchal Soult chargé des travaux du canal de Beaucaire songea à relier les mines à ce canal afin de faciliter un meilleur écoulement des charbons. Le prolongement du canal fut finalement écarté au profit de la construction d'un chemin de fer, à l'image de ce qui existait déjà à Saint-Etienne. Sa construction fut confiée aux frères Talabot qui en obtinrent la concession le 29 juin 1833.

Afin de trouver les financements nécessaires les frères Talabot s'associèrent avec différents actionnaires de la société civile des houillères (Mourier, Veaute et Abric). Le 16 juillet 1835, ces six personnes achetaient la société civile des houillères de la Grand-Combe, Pluzor et autres concessions réunies. Le domaine comprenait les mines de la Levade, Champclauson, montagne Sainte-Barbe, la Forêt, Laval et St Jean de Valérisclé.

Un troisième groupe d'associés composés de Fraissinet, Roux, Thérond, Ricard, Delord et Fournier vint se joindre aux précédents. Par actes du 10 mai 1836 et du 27 juillet 1837 était constitué la Société des Mines de La Grand-Combe et des chemins de fer du Gard.

- Le 16 juillet 1839, le chemin de fer de Beaucaire à Nimes entre en service.
- En 1840, c'est le tronçon la Pise Alès
- En 1842, c'est le tronçon de Nimes à Alès, et La Pise La Levade.

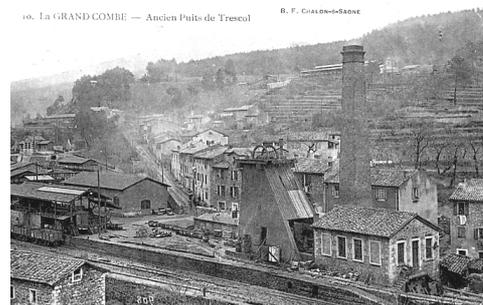
A partir de ce moment, plus rien ne s'oppose au développement de l'exploitation et à la commercialisation intensive des charbons de la région.

A cette époque l'exploitation se fait par galeries à Champclauson et dans la montagne d'Abilon. A La Levade, le puits Mourier est foncé en 1846, le puits de la Trouche en 1848 et dans la région de Trescol où furent foncés de 1847 à 1855 les puits de Trescol, du Gouffre n°1 et du Ravin. Les veines de la montagne Sainte-Barbe étaient exploitées par galeries à partir de 1849. En 1850, le puits de Sans Nom est foncé. A Saint-Jean de Valériscle, un premier puits fut foncé en 1845.

Au même moment des discussions sont entamées entre le Préfet et la compagnie des houillères pour créer la nouvelle commune de la Grand-Combe. Cette dernière engagea la construction d'une église, d'un temple, d'une mairie et d'une école dès 1845 et le 17 juin 1846, la loi n° 1302 instituait la nouvelle commune de la Grand-Combe. En 1847, la nouvelle commune comptait 4011 habitants.

En 1848 des troubles révolutionnaires mettent en péril la santé de la Société qui doit avoir recours à des crédits de la banque de France et au concours financier de la banque De Rothschild qui s'intéressa à l'entreprise et devint l'un des principaux actionnaires. En 1852, la société sépare l'exploitation du chemin de fer de l'exploitation des mines, et se transforme en 1855 en société anonyme prenant le nom de Compagnie des Mines de la Grand-Combe. En 1877, la Compagnie de La Grand-Combe élargit son champ d'exploitation par l'acquisition de la Compagnie des Mines de Trets (Bouches du Rhône). Gisement qui à l'avantage de se trouver à proximité du port de Marseille. La production se développe alors grâce à l'approfondissement des puits existants ou le fonçage de nouveau puits permettant l'exploitation de gisements plus profonds :

- 1880 développement de l'exploitation du secteur de Laval
- 1888 : fonçage du puits du Pétassas pour exploiter les couches profondes de Champclauson.
- 1880 : fonçage du puits des Nonnes, développement des travaux du puits du Gouffre, de Trescol et du Ravin.
- 1880, la mise en service du chemin de fer de l'Auzonnet permet le développement de l'exploitation de St Jean de Valériscle.



- 1882 : fonçage du puits de la Forêt
- 1883 : puits de la Fontaine N°1
- 1891 : Puits de la Fontaine n°2
- 1888 et 1897 : puits du Pontil n°1 et 2
- 1898 : puits de Castelneau

Cette belle progression vers la prospérité ne se fit pas sans mal, elle fut parfois interrompue par des mouvements sociaux particulièrement durs comme ces grèves qui émaillèrent l'histoire de la Compagnie, notamment en de 1851 à 1854, en 1881, 1890 et autres.



En février 1896, un autre événement majeur vint mettre en difficulté la Compagnie : le glissement de la montagne du Gouffre : C'est entre 1888 et 1890 qu'apparurent les premiers signes révélant l'instabilité des terrains avoisinant l'exploitation du puits du Gouffre entre Trescol et La Grand-combe. Les premières fissures dans les murs de soutènement apparurent dès 1895 mais c'est en février 1896 que le phénomène s'amplifia pour atteindre un maximum les 21 et 22 de ce mois.

En quelques jours, les murs furent renversés, le chevalement du puits et le bâtiment de la machine d'extraction renversés puis submergés par les terres emportant dans le même temps la voie ferrée qui reliait la gare de La Levade à la Grand-Combe, interdisant ainsi toute évacuation du charbon des mines de La Levade, Trescol et Champclauson.

La Compagnie dut alors faire transporter le charbon de ces mines par Le Puy, Saint-Etienne puis leur faire redescendre la vallée du Rhône. On imagine aisément le préjudice causé par cette catastrophe naturelle. Le volume de terre qui s'est détachée de la montagne fut estimé à huit millions de mètres cube. Aujourd'hui, les traces de l'événement sont encore visibles, il s'agit de cette falaise qui surplombe le Gardon entre Trescol et la Grand-Combe.

L'événement fit l'objet d'un article spécial paru dans le journal l'Illustration du 7 mars 1896.

1902/1910 : creusement de la galerie Sainte Barbe



Cette galerie va permettre l'écoulement des charbons du gisement de Grand'Baume par les puits du Pontil, de Castelneau, de la Forêt et Fontaine n°2 jusqu'aux ateliers de criblage situés sur la place de Ricard. Elle fut inaugurée en grand pompe en 1909.

La longueur développée de la galerie presque en totalité maçonnée et à double voie était de 4300 m. Outre le charbon, le personnel et le matériel empruntaient le même chemin.

La traction des rames fut assurée de 1908 à 1963 par 14 locomotives électriques à trolley appelées « machinettes » par les mineurs.

Environ 25 millions de tonnes de charbons sortirent par cette galerie.

Les charbons étaient traités dans un premier temps au lavoir de la Frugères construit près de la gare de la Grand-Combe et mis en service en 1909. Un autre atelier de criblage-lavage sera construit à Trescol en 1912, permettant le regroupement de nombreux petits ateliers éparés. Un autre lavoir de plus faible capacité est installé à Mazel, il traite les charbon du secteur de Laval. Un criblage lavage installé à proximité du siège de Saint-Jean traite les charbons de cette mine.

Des fours à coke furent mis en service dès 1865, notamment à Trescol et la Grand-Combe, mais les charbons de la région se prêtaient mal à la distillation si bien que toute production de coke cessa en 1911.

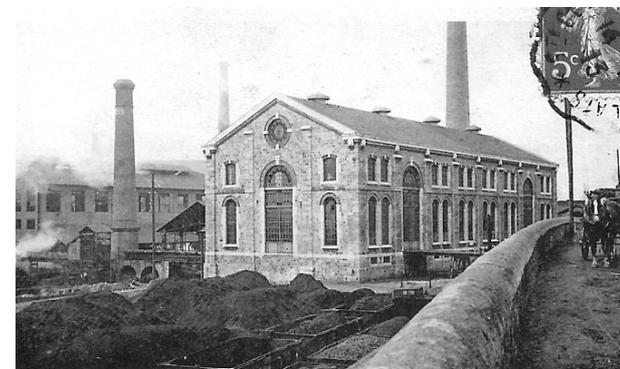
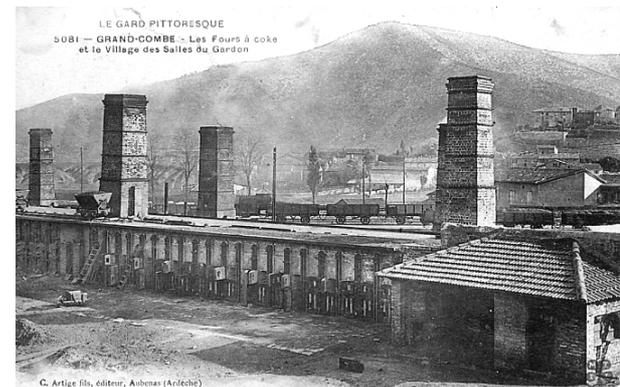
Pour utiliser les fines de charbon de plus faible valeur marchande, la Compagnie installa une usine d'agglomération à la Pise, elle possède alors trois presses capables de fabriquer 34 tonnes de briquettes de 10 kg et 8 presses pouvant fournir 70 tonnes de boulets à l'heure.

Une centrale électrique est également construite à la Pise mise en service en 1911.

A la veille de la première Guerre Mondiale, la Compagnie des Mines de la Grand-Combe occupe le premier rang au classement des mines de charbon cévenoles, loin devant Bessèges et Rochebelle. Elle gardera toujours cette place et cette avance jusqu'à la nationalisation de 1946.

La guerre de 1914 provoque le départ de 1476 mineurs sur 5205, malgré les difficultés liées au manque de personnel mais aussi aux difficultés d'approvisionnement en matériaux, bois de mine, matériel roulant..., la production un moment désorganisée put reprendre lentement.

Dès 1916, des prisonniers allemands viennent compléter les effectifs de la compagnie. Ils étaient près de 1200 en 1918.



À la fin de la guerre, le matériel est usé, les réserves n'ont pas été reconstituées. De plus, dès 1919, le départ des prisonniers et la loi Durafour sur les 8 heures fait chuter la production.

349 mineurs ne sont pas revenus de la guerre, pour compenser ces pertes et augmenter les effectifs, la compagnie fait appel à la main d'œuvre étrangère, Polonais, Italiens et Algériens.



L'après guerre fait apparaître la nécessité de de prospector de nouveaux gisements. Des sondages profonds sont entrepris dès 1920 pour définir les limites du gisement. Il en est de même sur le gisement de Trets. Les puits du Gouffre, de Castelneau, et la Fontaine sont approfondis et un nouveau puits est foncé à Laval en 1930 ainsi qu'à Larnac près de Saint Jean.

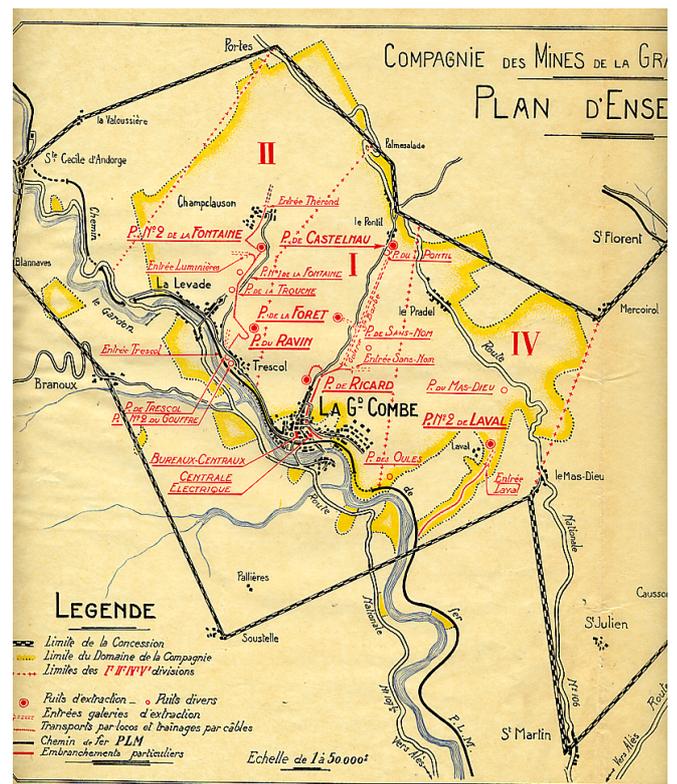
Les centrales d'air comprimé sont modernisées et augmentent leur capacité tandis que l'interconnexion des réseaux électriques est réalisée permettant de supprimer la multitude de petite centrales au profit d'une centrale unique à la Pise dont la puissance atteindra 35 MW. Cette électrification entraîne la suppression progressive des machines d'extraction à vapeur, la première machine électrique moderne est installée au puits de la Fontaine n°2 en 1932.

Désireuse de fixer sa main d'œuvre la compagnie met en chantier, entre 1920 et 1935, plusieurs cités ouvrières : Ribes, Champclauson, Trescol, la Forêt, le Pontil, Rimes et la Nougarède à Saint-Jean.

En 1932, le fonçage d'un grand puits d'extraction est entrepris à Ricard pour exploiter le gisement d'antracite profond reconnu par sondage après guerre. L'exploitation de ce gisement difficile, très grisouteux débute en aout 1935. Cette même année la mine de Trets est fermée.

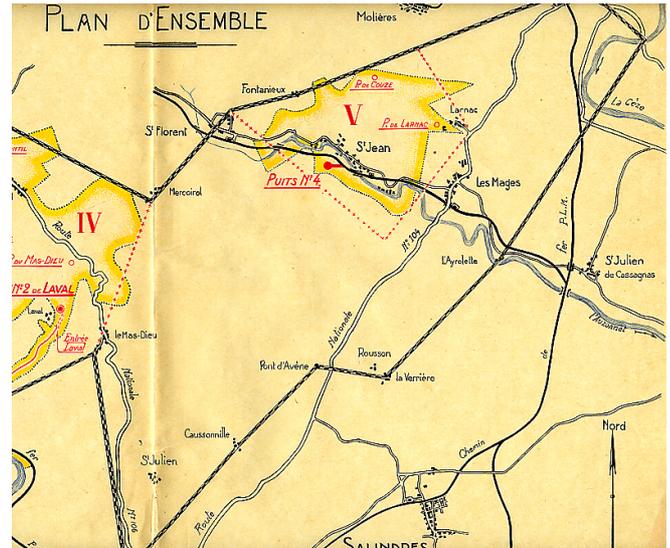
En 1936 l'exploitation des mines de la Grand Combe est organisée en quatre divisions :

- 1ere division qui a son siège à Ricard, elle exploite les veines du faisceau de Grand'Baume par les puits du Pontil et de Castelneau. Les veines de Sans Nom, les veines du faisceau de Ricard exploitées par le nouveau puits Ricard.
- 2eme divison qui a son siège à Trescol. Elle exploite la veine de Champclauson par la galerie Théron, la partie Nord des



veines de Grand Baume par les puits du Ravin et Fontaine n°2 et la veine des Lumières exploitée par la galerie du même nom qui débouche près du puits de la Fontaine. Les charbons de cette division sont traités au lavoir de Trescol.

- 3eme division qui a son siège à Laval, exploite les couches du faisceau de Laval. Les charbons extraits sont acheminés par un chemin de fer à voie étroite vers le lavoir du Mazel.
- 4eme division a son siège à Saint-Jean de Valériscle, elle exploite les couches supérieures du faisceau de Saint-Jean par le puits n°4.



En 1936, la situation économique désastreuse s'améliore malgré les perspectives de conflit et de grandes modernisations sont envisagées :

- concentration de tous les ateliers de criblage lavage à Ricard,
- construction d'une nouvelle usine d'agglomérés à la Verrerie.

Dégagement instantané de grisou au puits Ricard

Le 3 décembre 1938, peu après minuit, se produisit au puits Ricard un important dégagement instantané de grisou qui transforma le puits en un gigantesque chalumeau.

Les circonstances de l'accident :

Le 3 décembre 1938, à 0h23, le chef de poste procéda à un tir de mines en couche 3. Le puits étant sujet aux dégagements instantanés (DI), le personnel avait été évacué. Après le tir, deux hommes munis d'un grisoumètre électrique et d'appareils respiratoires devaient descendre à la cote 555 pour constater l'état de l'atmosphère au fond. Une minute après, le machiniste les remontait automatiquement. En fonction des observations, l'autorisation était donnée, ou non, pour la descente du poste.



Ce 3 décembre, Emile Mathieu, chef de poste et Camille Bertrand, boutefeux, prirent place dans la cage pour descendre au fond ; 45 secondes après, le receveur entendit dans le puits le bruit d'un souffle violent suivi de l'apparition de fumée, de poussières et d'une grande flamme. Le machiniste remonta aussitôt la cage entourée de flammes où se trouvait les deux hommes, quelques instants après, sous l'action de la chaleur,

le câble se rompit et la cage tomba au fond du puits avec le corps des deux hommes carbonisés. La flamme qui s'élevait au dessus du puits atteint une hauteur de 60 mètres, le ventilateur du Gouffre fut arrêté et c'est seulement vers 7 h du matin que la flamme s'éteignit. Sous l'action du feu, le chevalement s'était affaissé mais le puits ne subit aucun dégât. Pendant quatre jours, le puits continua de dégager de l'air à 20 % de grisou. Huit jours furent nécessaires pour remonter les restes de la cage dont la hauteur initiale de 5 m avait été réduite à 1,50 m par sa chute. Dans le chantier où s'était produit le DI, 1270 tonnes de charbon furent projetées et le volume de grisou dégagé fut estimé à 400 000 m³.

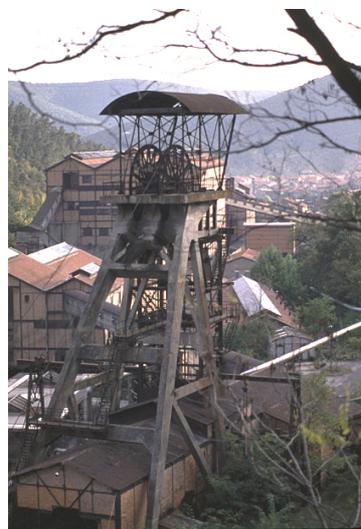
Les causes de l'accident :

Le grisoumètre électrique habituellement utilisé étant en recharge à la lampisterie, les mineurs décidèrent de se munir d'une lampe de sûreté de type wolf à benzine afin de détecter la présence de grisou. C'est sans doute là que se trouve la cause de l'accident. Le violent courant d'air provoqué par le dégagement et la descente de la cage aurait provoqué un renversement de tirage de la lampe. La flamme s'écrasant au fond du pot, le verre se brisa ou le tamis d'admission d'air rougit provoquant alors l'inflammation du grisou.

Suite à l'accident, le chevalement fut reconstruit et renforcé par des poutres en béton. Les travaux furent conduits par l'ingénieur belge Charles Tournay, spécialiste des ouvrages en bétons et plus spécialement des chevalements. Le puits Ricard fut son dernier chantier car pendant la construction, l'ingénieur trouva la mort sur le chantier suite à une chute depuis la plateforme des molettes.

1939, la guerre est déclarée, 1746 personnes sont mobilisées, les difficultés rencontrées en 1914 se retrouvent à nouveau, néanmoins certains grands travaux entrepris en 1939 sont poursuivis comme l'électrification des machines des puits de Castelneau, du Pontil et de Saint-Jean. Un nouveau compresseur est installé au siège de la Forêt. Un nouveau grand siège est envisagé aux Oules, les travaux commencent en 1943 tandis que le tunnel de Lascoux destiné à relier ce siège aux nouvelles installations de traitement de Ricard est commencé.

Les études des usines de concentration de la vallée de Ricard se poursuivent tandis que les travaux de la grande centrale du Fesc débute. Cette centrale doit remplacer la centrale de la Pise mais aussi celles de Rochebelle, et de Molières. Elle est construite avec le concours de tous les exploitants du bassin et destinée à brûler leurs bas produits.



1945, la Libération intervient, moment difficile pour la Compagnie, la production décroît fortement et ne reviendra normale qu'en 1946.

Le 25 septembre 1944, les installations de la compagnie sont réquisitionnées. La nationalisation intervient le 17 mai 1946, tout comme pour les autres compagnies du bassin. Avec les mines de Graissessac dans l'Hérault, l'ensemble formera les Houillères du Bassin des Cévennes divisées en 3 groupes :

- Nord : exploitations de Bessèges, Tréllys, Saint-Jean de Valériscle.
- Centre : exploitations de la Grand-Combe, Cessous et la

- Vernarède
- Sud : Rochebelle et Nord d'Alès.

Malgré les destructions occasionnées les mois précédant la libération, la compagnie laissait au pays des installations fatiguées mais performantes, entièrement électrifiées qui allaient permettre de porter la production annuelle à un million de tonnes dès 1946. Dès lors les projets engagés par la Compagnie des mines de la Grand-Combe allaient se poursuivre, notamment :

- le fonçage du grand puits des Oules,
- le fonçage du puits de la Verrerie pour exploiter le gisement de Pilhouse
- le fonçage du puits de Saint-Florent
- la construction du criblage lavoir de Ricard
- la modernisation du lavoir de Trescol,
- la construction de la centrale du Fesc.



Le 18 décembre 1958, à 5h30 du matin peu avant la fin du 3^e poste, au siège du Pontil, un dégagement instantané de gaz carbonique surprenait les mineurs occupés au havage en taille 1, cote -220 à la mine du Pontil 2. Les préposés au havage furent ensevelis par les projections et d'autres ouvriers travaillant dans les voies furent asphyxiés, 10 mineurs furent tués. Cet accident collectif fut le plus grave survenu dans les exploitations de l'ex compagnie des Mines de la Grand-Combe.

Quelques années plus tard, deux autres accidents liés aux dégagements instantanés se produisirent au puits de Saint-Florent en février 1963, causant la mort de 3 mineurs et en mars 1967, causant la mort de 5 autres mineurs.

Par la suite, et dès 1960, la récession organisée par le plan Jeaneney et la CECA qui imposait aux pays européens la fermeture des exploitations non rentables allaient progressivement réduire les capacités de production du secteur grand combien.

- 1953, fermeture du puits de la Verrerie
- 1962 fermeture du siège de la Fontaine
- 1963 arrêt de l'exploitation du



gisement de Grand'Baume (puits du Pontil)

- 1964, fermeture de Champclauson
- 1971, fermeture du puits de Laval
- 1974 fermeture du puits de Saint-Florent
- 1978, fermeture du puits Ricard
- 1986, fermeture du puits des Oules

L'extraction du charbon dans la région se poursuit encore par mines à ciel ouvert, notamment à Mercoirol, Grand'Baume à la Serre des Andats près de Champclauson. Un nouveau lavoir fut construit au Mazel pour remplacer les vieilles installations de Ricard. Toute activité cessa définitivement en 2001. Jusqu'à ces dernières années Charbonnages de France se consacra à la remise en état des sites et à la mise en sécurité de tous les anciens travaux miniers.

